

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-haine-de-l-indien>

Bolivie : La haine de l'indien

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : lundi 18 novembre 2019

Description :

La haine de l'indien. Le fascisme, la haine raciale, n'est pas seulement l'expression d'une révolution qui a échoué, mais, paradoxalement aussi, dans les sociétés postcoloniales, le succès d'une démocratisation matérielle obtenue. ...Alvaro García Linera

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le fascisme, la haine raciale, n'est pas seulement l'expression d'une révolution qui a échoué, mais, paradoxalement aussi, dans les sociétés postcoloniales, le succès d'une démocratisation matérielle obtenue.

Comme un épais brouillard nocturne, la haine sévit dans les quartiers des classes moyennes urbaines traditionnelles en Bolivie. Leurs yeux débordent de colère. Ils ne crient pas, ils crachent ; Ils ne demandent pas, ils imposent. Leurs chansons ne sont ni d'espoir ni de fraternité, mais de mépris et de discrimination à l'égard des Indiens. Ils conduisent leurs motos, montent dans leurs camions, se rassemblent dans leurs fraternités de carnaval et leurs universités privées et partent à la chasse des Indiens mutinés qui ont osé prendre le pouvoir.

Dans le cas de Santa Cruz, ils organisent des hordes motorisées en 4x4 avec des bâtons dans la main pour effrayer les Indiens, qu'ils appellent « [collas](#) », qui vivent dans des bidonvilles et dans les marchés. Ils chantent des slogans : « Il faut tuer des collas » et si une femme en *Pollera* [jupe longue traditionnelle] les croise sur la route, ils la battent, la menacent et lui ordonnent de quitter « leur » territoire. À Cochabamba, ils organisent des convois pour imposer leur suprématie raciale dans la zone sud, où vivent les classes nécessiteuses et chargent - comme s'il s'agissait d'un détachement de cavalerie - des milliers de paysannes sans défense qui défilent pour la paix. Ils portent des battes de baseball, des chaînes, des grenades à gaz et certaines possèdent des armes à feu. Les femmes sont leurs victimes préférées : ils s'emparent d'une Maire d'une population rurale, l'humilient, la traînent dans la rue, la frappent, urinent sur elle quand elle tombe par terre, lui coupent ses cheveux, la menacent de la lyncher, et quand ils se rendent compte qu'ils sont filmés décident de jeter de la peinture rouge symbolisant ce qu'ils vont faire avec son sang.

À La Paz, ils soupçonnent leurs employées de maison et ne parlent pas quand elles apportent à manger à table. Au fond, ils les craignent, mais ils les méprisent également. Après , ils sortent dans la rue pour crier, ils insultent Evo et, avec lui, tous ces Indiens qui ont osé construire une démocratie interculturelle dans des conditions d'égalité. Quand ils sont nombreux, ils traînent la Wiphala, le drapeau indigène, crachent dessus, le piétinent, le coupent, le brûlent. C'est une rage viscérale qui se déverse sur ce symbole des Indiens qu'ils voudraient faire disparaître de la terre avec tous ceux qui s'y reconnaissent.

La haine raciale est le langage politique de cette classe moyenne traditionnelle. Vos diplômes universitaires, vos voyages et votre foi sont inutiles car, à la fin, tout est dilué face à l'ascendance. Au fond, la lignée imaginée est plus forte et semble adhérer au langage spontané de la peau qu'elle déteste, aux gestes viscéraux et à sa morale corrompue.

Tout a explosé dimanche 20, quand Evo Morales a remporté les élections avec plus de 10 points d'avance sur le deuxième, mais pas avec l'immense avantage d'avant ou des 51% des voix. C'était le signal que les forces régressives accroupies attendaient : du candidat timoré de l'opposition libérale, des forces politiques ultraconservatrices, de l'OEA et de l'ineffable classe moyenne traditionnelle. Evo avait encore gagné mais n'avait plus 60% de l'électorat ; Il était plus faible et il fallait le dépasser. Le perdant n'a pas reconnu sa défaite. L'OEA a parlé « d'élections propres » mais d'une victoire réduite et a demandé un second tour, conseillant d'aller à l'opposé de la Constitution, qui stipule que si un candidat dispose de plus de 40% des suffrages et de plus de 10% d'écart sur le deuxième candidat, il est élu. Et la classe moyenne a lancé la chasse aux Indiens. Dans la nuit du lundi 21 , 5 des 9 bureaux électoraux ont été incendiés, y compris des bulletins de vote. La ville de Santa Cruz a décrété une grève civique qui a touchait les habitants des zones centrales de la ville, avec des ramifications jusqu' aux zones résidentielles de La Paz et Cochabamba. Et puis la terreur a éclaté.

Des bandes paramilitaires ont commencé à assiéger des institutions, à incendier les sièges des syndicats, à incendier les maisons des candidats et des dirigeants politiques du parti au pouvoir. Même la résidence privée du président a été saccagée ; À d'autres endroits, des familles, y compris des enfants, ont été kidnappés et menacés d'être fouettés ou brûlés si leur père ministre ou dirigeant syndical ne démissionnait pas de ses fonctions. Une longue nuit de longs couteaux s'était déchaînée et le fascisme s'est montré.

Lorsque les forces populaires mobilisées pour résister à ce coup d'État ont commencé à reprendre le contrôle territorial des villes avec la présence d'ouvriers, de travailleurs des mines, de paysans, indigènes et habitants urbains -et le solde de la corrélation des forces était plutôt du côté des forces armées les forces populaires - la mutinerie de la police est survenue.

Pendant des semaines, les policiers avaient montré une grande indolence et une incapacité à protéger les pauvres lorsqu'ils étaient battus et persécutés par des gangs fascistes. Mais à partir de vendredi, avec la non reconnaissance de la mandature civile, nombre d'entre eux ont démontré une capacité extraordinaire à attaquer, à arrêter, torturer et tuer des manifestants du peuple. Bien sûr, il aurait fallu auparavant contenir les enfants de la classe moyenne et, supposément, ils n'en avaient pas la capacité ; Cependant, quand il s'est agi de réprimer des Indiens révoltés, le déploiement, l'arrogance et la fureur répressive ont été monumentaux. La même chose s'est produite avec les forces armées. Tout au long de l'administration de notre gouvernement, nous n'avons jamais permis que les manifestations civiles soient réprimées, même lors du premier coup d'État civil de 2008. Et maintenant, en pleine convulsion et sans que nous leur ayons rien demandé, ils ont déclaré qu'ils n'avaient aucun élément anti-émeute, ils avaient à peine 8 balles par membre et qu'un décret présidentiel était requis pour être présent dans la rue de manière dissuasive. Cependant, ils n'ont pas hésité à imposer au président Evo sa démission brisant l'ordre constitutionnel. Ils se sont mis en quatre pour essayer de le kidnapper quand il est allé au Chapare ; et quand le coup fut consommé, ils descendirent dans les rues pour tirer des milliers de balles, militariser les villes, tuer des paysans. Et tout cela sans aucun décret présidentiel. Pour protéger les Indiens, un décret était nécessaire. Pour réprimer et tuer des Indiens, il suffisait d'obéir à ce que la haine raciale et de classe ordonnait. Et en seulement 5 jours, il y a déjà eu plus de 18 morts, 120 blessés par balle. Bien sûr, tous indigènes.

La question à laquelle nous devons tous répondre est de savoir comment cette classe moyenne traditionnelle a été en mesure d'incuber tant de haine et de ressentiment envers le peuple, l'amenant à adopter un fascisme racial centré sur l'Indien en tant qu'ennemi ? Comment a-t-elle fait pour irradier ses frustrations de classe jusqu'à la police et aux Forces Armées et être la base sociale de cette fascisation, de cette régression d'état et de cette dégénérescence morale ?

C'est le rejet de l'égalité, c'est-à-dire le rejet des fondements mêmes d'une démocratie substantielle.

Les 14 dernières années de gouvernement des mouvements sociaux ont eu pour caractéristique principale le processus de péréquation sociale, la réduction abrupte de l'extrême pauvreté (de 38 à 15%), l'extension des droits de tous (accès universel à la santé, éducation et protection sociale), l'indianisation de l'État (plus de 50% des fonctionnaires de l'administration publique ont une identité autochtone, un nouveau récit national autour du tronc autochtone), la réduction des inégalités économiques (baisse de 130 à 45 la différence de revenus entre les plus riches et les plus pauvres) ; c'est-à-dire la démocratisation systématique de la richesse, l'accès aux biens publics, aux opportunités et au pouvoir de l'État. L'économie est passée de 9 000 millions de dollars à 42 000, ce qui a permis d'élargir le marché et de l'épargne interne, ce qui a permis à de nombreuses personnes d'avoir leur propre maison et d'améliorer situation professionnelle.

Mais cela a conduit au fait qu'en une décennie, le pourcentage de personnes dans la « classe moyenne », mesuré en revenus, est passé de 35% à 60%, principalement dans les secteurs populaires indigènes. Il s'agit d'un processus de démocratisation des biens sociaux par la construction de l'égalité matérielle mais qui a, inévitablement, entraîné

une dévaluation rapide des « capitaux » économiques, éducatifs et politiques détenus par les classes moyennes traditionnelles. Si auparavant un nom de famille notable ou le monopole de la connaissance légitime ou l'ensemble des liens parentaux typiques des classes moyennes traditionnelles leur permettait d'accéder à des postes dans l'administration publique, d'obtenir des crédits, de participer à des appels d'offres pour des travaux ou des bourses d'études, aujourd'hui le nombre de personnes qui se battent pour le même poste ou pour la même opportunité n'a pas seulement doublé - réduisant à la moitié des possibilités d'accéder à ces biens- mais aussi les « arrivistes », la nouvelle classe moyenne d'origine populaire indigène disposent d'un ensemble de nouveaux « capitaux » (langue autochtone, relations syndicales) d'une valeur accrue et reconnue par l'État pour lutter pour les biens publics disponibles.

C'est donc un effondrement de ce qui était une caractéristique de la société coloniale : l'ethnicité en tant que capital, c'est-à-dire le fondement imaginaire de la supériorité historique de la classe moyenne sur les classes subalternes, car ici, en Bolivie, la classe sociale est seulement compréhensible et est visible sous la forme de hiérarchies raciales. Le fait que les enfants de cette classe moyenne aient été la force de choc de l'insurrection réactionnaire est le cri violent d'une nouvelle génération qui voit comme l'héritage du nom de famille, et la peau s'efface devant la force de la démocratisation des biens. Ainsi, bien qu'ils arborent des drapeaux de la démocratie comprise comme un vote, ils se sont en réalité rebellés contre la démocratie comprise comme l'égalisation et la distribution de la richesse. D'où le débordement de la haine, l'explosion de la violence ; Parce que la suprématie raciale ne se rationalise pas, elle est vécue comme l'impulsion première du corps, comme un tatouage de l'histoire coloniale sur la peau. Ainsi, le fascisme n'est pas seulement l'expression d'une révolution qui a échoué, mais aussi, paradoxalement, dans les sociétés postcoloniales, le succès d'une démocratisation matérielle.

Par conséquent, il n'est pas surprenant que, tandis que les Indiens rassemblent les corps d'une vingtaine de personnes assassinées tuées par balles, les auteurs matériels et moraux de ces faits racontent qu'ils l'ont fait cela pour préserver la démocratie. Mais en réalité, ils savent que ce qu'ils ont fait, c'est de protéger le privilège de la caste et du nom de famille.

La haine raciale ne peut que détruire ; ce n'est pas un horizon, ce n'est rien d'autre qu'une revanche primitive d'une classe historiquement et moralement décadente qui démontre que, derrière chaque libéral médiocre, s'accroupit un putschiste accompli.

Alvaro García Linera * pour [Celag](#)

[Celag](#). Buenos Aires, le 16 novembre 2019

Traduit pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 18 novembre 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org.